

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, pour le HRWG

Commentaires.

Forum shopping? Cela ne signifie pas acheter de la nourriture dans la Rome antique. C'est plutôt la pratique des avocats de choisir un tribunal pour mener un procès, selon la conviction de l'avocat qu'un certain tribunal est plus susceptible de donner un jugement favorable à son client. Souvent, le «shopping» se passe dans le même pays, mais d'autres fois il s'agit d'examiner les tribunaux de deux nations ou même plus. Par exemple, le Royaume-Uni est connu pour avoir des lois sur la diffamation qui favorisent le demandeur, c'est pourquoi le célèbre cas du négationniste de l'Holocauste David Irving contre Deborah Lipstadt, scientifique américaine (maintenant devenu le sujet du film "Déni") a été traité au Royaume-Uni.

Faire un procès dans un autre pays ne signifie pas toujours que le jugement sera exécuté à la maison. En 1995, les victimes d'abus de droits de l'homme dans le cadre du régime de Ferdinand Marcos ont intenté un procès à Marcos au tribunal de district d'Hawaï, où Marcos vivait après avoir fui Manille en 1986. Le tribunal a voté en faveur des quelque 10'000 plaignants et accordé près de 2 milliards de dollars de dommages et intérêts. (La famille Marcos aurait volé jusqu'à 10 milliards de dollars à la nation au cours de son règne de 21 ans). Après l'arrêt de Hawaï, cinq des victimes ont déposé une plainte aux Philippines, demandant leur part de l'argent. Deux décennies plus tard, la Cour d'appel des Philippines a déclaré, le 7 juillet, que la Cour de district de Hawaï était «sans compétence» sur la demande et que le jugement «ne satisfaisait pas aux critères de jugement valable aux Philippines», a déclaré *CNN*. Le tribunal était particulièrement préoccupé par le fait que la plainte à Hawaï était, d'abord, "déposée à tort comme une plaidoirie et deuxièmement, les requérants restaient non identifiés". Le tribunal aurait pu obtenir la liste des plaignants dans l'affaire de Hawaï par l'entremise des dossiers de la Cour de district US ou, logiquement, des avocats qui ont déposé le dossier initial, mais il a clairement choisi de ne pas le faire.

Un ensemble complexe de plaintes sont celles portées contre les sociétés internationales, souvent par des groupes de défense des droits de l'homme au nom des victimes de dommages physiques et environnementaux. Dans ce cas, les avocats des demandeurs peuvent choisir de porter le procès où le dommage a eu lieu ou dans le pays où la société a ses bureaux.

* Le numéro de janvier de *HRWG News* a rapporté un procès qui a débuté en 1993 lorsqu'un groupe de résidents de la forêt pluviale équatorienne a poursuivi Texaco, alléguant que l'entreprise a laissé derrière elle une catastrophe environnementale et publie suite à son champ pétrolier dans l'Amazonie entre 1972 et 1990. Les premiers procès ont été déposés aux États-Unis, mais ont été rejetés, de sorte que les demandeurs se sont référés en Équateur, où les Équatoriens ont gagné un large jugement financier. Texaco a quitté l'Équateur en 1992 et Texaco est devenu une filiale de Chevron en 2001, de sorte que les demandeurs se sont rendus devant un tribunal aux États-Unis où Chevron a son siège pour faire respecter le paiement. Le tribunal américain a refusé de forcer Chevron à payer. Les Équatoriens se sont ensuite tournés vers un tribunal canadien qui a statué en janvier 2017 que Chevron Canada est une entité distincte de la société mère et que ses actifs canadiens ne peuvent pas être utilisés pour régler le jugement.

* En janvier également, un tribunal du Royaume-Uni a statué sur une poursuite contre Royal Dutch Shell pour sa prétendue destruction environnementale dans le delta du Niger. Le tribunal a estimé que "Royal Dutch Shell ne peut pas être tenu responsable des actions de sa filiale au Nigeria".

* Le numéro du mois dernier de *HRWG News* contenait un article sur le procès au Canada "apporté par plusieurs hommes guatémaltèques pour les blessures qu'ils ont subies lors de la répression violente d'une protestation pacifique" à la mine de Tahoe Resources Inc. au Guatemala. Tahoe est une société canadienne.

La Cour suprême du Canada a donné son accord pour que le procès se poursuive, malgré l'argument de Tahoe selon lequel l'affaire devrait être jugée au Guatemala.

L'argument de Tahoe est souvent utilisé par des sociétés internationales: que l'affaire contre eux dans un pays devrait être entendue dans un autre pays (argument de *forum non conveniens*, c'est-à-dire, à peu près, renvoyer l'affaire à une autre juridiction qui a un lien plus fort "plus pratique" à l'affaire). Un jugement pour la société peut signifier que l'affaire doit être jugée dans un système juridique moins rigide ou même dans celui où les pots-de-vin sont routiniers. Et cela se traduit souvent par des plaintes qui rebondissent d'un endroit à l'autre sans résolution, tout en gaspillant l'argent des demandeurs. Pour un exemple particulièrement atroce de l'utilisation des arguments *forum non conveniens*, voir la saga des procès intentés par les travailleurs sur les plantations de bananes Dole et Chiquita en Amérique centrale pour des problèmes de santé liés à l'utilisation du pesticide DBCP fabriqué par des sociétés chimiques Dow et Shell, comme indiqué dans le livre *Toxic Injustice: A Transnational History of Exposure and Struggle* de Susanna Rankin Bohme.

Qu'est-ce que cela signifie pour les archives des tribunaux? Étant donné que les archivistes ne décrivent généralement pas les dossiers de la cour au niveau de l'affaire, en se fondant plutôt sur l'indexation générée par les tribunaux qui est soumise aux dossiers judiciaires, il n'existe aucun moyen régulier de lier l'affaire dans un pays à l'affaire connexe dans une autre. Toutefois, la Norme internationale pour la description archivistique (général) dispose de champs de texte libres qui permettent à la personne qui fait la description de noter qu'un procès particulier ou un groupe de procès aura des documents connexes dans les archives d'un autre pays. Ces procès de masse pour les violations des droits de l'homme sont si importants qu'il incombe aux archivistes de faire un effort particulier pour les signaler dans les dossiers judiciaires sous conservation archivistique. Comme nous le savons dans les cas qui sont survenus immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, et qui ont été relancés au cours des deux dernières décennies, il est toujours possible que tous les dossiers judiciaires partout dans le monde soient utilisés pour rendre justice aux victimes.

Nouvelles internationales.

Commission européenne. La Commission a proposé de nouvelles règles sur l'importation de biens culturels exportés illicitement de leur pays d'origine. Cela s'appliquera «uniquement aux biens culturels qui ont au moins 250 ans au moment de l'importation», excluant la plupart des archives, sauf (comme l'indique la proposition) de «vieux manuscrits». La proposition est maintenant adressée au Parlement européen et au Conseil de l'Union européenne pour adoption.

http://ec.europa.eu/taxation_customs/business/customs-controls/cultural-goods_en

Cour pénale internationale (CPI). Le procès de Bosco Ntaganda pour les crimes de guerre en République démocratique du Congo a continué, avec Ntaganda à la barre des témoins. L'Observatoire international de la justice a signalé qu'il a affirmé qu'il n'a pris connaissance de la mort d'un prêtre, qu'il était accusé d'avoir tué, que quand «il examinait des documents non précisés après son arrivée à la CPI». L'accusation a déposé des preuves : le journal des communications de Ntaganda avec ses commandants de terrain, son journal présumé, les procès-verbaux des réunions de la milice, les extraits d'un entretien avec un commandant maintenant décédé de la milice de Ntaganda et une entrevue de l'ONU avec un ancien soldat enfant et une lettre d'un homme d'affaires demandant le paiement d'un projet de loi.

<https://www.ijmonitor.org/2017/07/in-testimony-at-icc-ntaganda-denies-killing-a-priest/> <https://mail.aol.com/webmail-std/en-us/basic#>
<https://www.ijmonitor.org/2017/07/ntaganda-denies-executing-insubordinate-rebel-fighters-in-congo/>

Le procureur a publié "un rapport détaillé" disant que 23 généraux de l'armée colombienne et six caporaux, y compris le commandant des forces armées, "doivent être poursuivis pour l'exécution de plus de 1'200 civils", a déclaré *Colombia Reports*. "Les responsables des poursuites en Colombie possèdent des documents liés aux crimes de guerre touchant quelque 24'400 (anciens) fonctionnaires de l'État, y compris les hauts fonctionnaires qui pourraient être soumis à la Cour de transition du pays qui va s'ouvrir", mais la CPI "a clairement indiqué" qu'elle surveillera les procès en Colombie et «si la justice normale ou de transition ne poursuit pas adéquatement en justice les meurtriers de masse soupçonnés de l'État, la CPI

pourrait les inculper pour crimes de guerre elle-même». C'est un autre exemple d'un éventuel dossier judiciaire déposé en Colombie et dans un autre lieu concernant le même crime.

<https://colombiareports.com/icc-wants-colombias-armed-forces-commander-prosecuted-execution-civilians/>

Quinze organisations non gouvernementales du Mexique ont présenté un rapport au Bureau du Procureur (OTP) détaillant les crimes dans l'état de Coahuila et dans d'autres régions du Mexique ce qui les fait passer du niveau "d'affaires de crime organisé au domaine des crimes contre l'humanité". Les organisations ont demandé à l'OTP d'ouvrir une enquête préliminaire sur la situation. La demande était fondée sur 32 cas, deux bases de données, des interviews, des statistiques officielles du gouvernement et des témoignages de membres du cartel Zetas lors d'audiences judiciaires aux États-Unis.

<http://reliefweb.int/report/mexico/mexico-coahuila-ongoing-crimes-against-humanity-communication-international-criminal>

Interpol. *The Guardian* a déclaré qu'Interpol a distribué une liste de 173 combattants de l'État islamique qui, "estime-t-il, auraient pu être formés pour organiser des attaques suicides en Europe". La liste "a été établie par les renseignements américains à partir des informations recueillies lors des assauts des territoires de l'Etat islamique en Syrie et en Irak". https://www.theguardian.com/world/2017/jul/21/isis-islamic-state-suicide-brigade-interpol-list?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=236161&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

OTAN. L'OTAN a publié un documentaire sommaire sur les «frères de la forêt», des groupes d'unités partisans en Estonie, Lettonie et Lituanie qui se sont battus pour l'indépendance nationale entre 1945 et 1953. Le *Times de Moscou* a cité un porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères déclarant que les agences de renseignement occidentales étaient derrière les partisans: "Il existe une collection de documents [qui prouvent cela]. L'OTAN le sait mieux que quiconque. Les archives de la CIA sont déclassifiées, bien que modifiées." <https://themoscowtimes.com/news/russian-spokesperson-slams-nato-film-baltic-resistance-58379>

Les Nations Unies. Un traité mondial interdisant les armes nucléaires a été adopté aux Nations Unies le 7 juillet par un vote de 122 voix contre 1 (les Pays-Bas) et une abstention (Singapour). Le Japon « - le seul pays à avoir subi des attaques atomiques en 1945 - a boycotté les pourparlers comme l'ont fait la plupart des pays de l'OTAN». Après la signature, qui débutera le 20 septembre, chaque État partie prenante «soumettra un rapport à chaque réunion des États parties et à chaque conférence d'examen sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ses obligations "en vertu du traité; l'Agence internationale de l'énergie atomique fonctionnera comme centre d'archives pour les rapports.

https://www.pri.org/stories/2017-07-11/un-adopted-treaty-banning-nuclear-weapons-no-nuclear-armed-nations-are-board;_for_the_treaty
<https://www.un.org/disarmament/ptnw/index.html>

Les Objectifs de développement durable de l'ONU, adoptés en 2015, promettent de réduire les inégalités entre les populations de chaque pays. Le Development Finance International du Royaume-Uni et l'organisation non gouvernementale d'Oxfam ont produit un indice des progrès réalisés par les gouvernements pour réduire l'écart entre riches et pauvres. La nouvelle base de données contient des «indicateurs couvrant 152 pays, qui mesurent l'action gouvernementale en matière de dépenses sociales, de fiscalité et de droits du travail». La base de données énumère les sources de données pour chaque indicateur. <https://www.inequalityindex.com/>

Bien que le panel enquêtant sur la mort du secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld dans un accident d'avion en 1961 devait présenter son rapport en juillet, aucune nouvelle officielle n'a été publiée. Le *New York Times* a rapporté qu'un haut fonctionnaire de l'ONU a déclaré que les archives du gouvernement des États-Unis, de l'Ukraine et de la Belgique ont plus d'informations sur le crash que celles qui ont été publiées dans l'enquête.

<https://www.nytimes.com/2017/07/15/world/africa/dag-hammarskjold-united-nations-mohamed-chande-othman.html>

Organisation mondiale de la santé (OMS) et UNICEF. L'Organisation mondiale de la santé et l'UNICEF ont publié un rapport sur l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène dans les foyers du monde entier. Il a déclaré que 3 personnes sur 10 dans le monde «n'ont pas accès à une eau sûre et facilement accessible à la maison» et 6 sur 10 n'ont pas d'assainissement sécurisé. »Le rapport est basé sur« 4'710 données saisies», dont des enquêtes auprès des ménages qui comprennent 42% de la base de données , ainsi que des rapports

des programmes régionaux de l'OMS, du Bureau de statistique de l'Union européenne, de la Division de la population des Nations Unies et d'autres. <http://who.int/mediacentre/news/releases/2017/water-sanitation-hygiene/en/>

Monde/nouvelles générales.

Archives d'entreprise. "Dans l'une des plus grandes fuites de documents sur l'industrie du tabac, les documents internes de Philip Morris International vus par *Reuters*, combinés à des rapports dans 14 pays, exposent une opération de lobbying clandestine" qui est "une campagne secrète pour renverser le traité antitabac de l'Organisation mondiale de la santé". Les documents infiltrés incluent des courriels, des présentations PowerPoint, des documents de planification, des trousseaux d'outils politiques, des plans nationaux de lobbying et des analyses de marché

<http://www.reuters.com/article/us-pmi-who-fctc-tobacco-exclusive-idUSKBN19Y1DN>

Corruption. Un nouveau centre international de coordination anti-corruption a été lancé par des organismes de police d'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de Singapour, du Royaume-Uni et des États-Unis, "avec Interpol qui devrait se joindre plus tard cette année". Les membres "amélioreront la rapidité du partage des renseignements, l'aide aux pays qui ont subi une grande corruption et contribueront à présenter les élites corrompues devant la justice". Il faudra une bonne gestion des archives pour être efficace.

<http://www.nationalcrimeagency.gov.uk/news/1138-international-partners-join-forces-to-tackle-global-grand-corruption>

Documents fonciers. Global Witness (GW), une organisation non gouvernementale basée au Royaume-Uni, a publié un rapport intitulé «Defender of the Earth», sur les meurtres de «personnes défendant leurs terres, leurs forêts et leurs rivières contre les industries destructrices». GW a déclaré: «En 2016, nous avons documenté 200 morts dans 24 pays, comparativement à 185 contre 16 en 2015. Près de 40% des personnes assassinées étaient indigènes. Un manque de poursuites rend également difficile l'identification des responsables, mais nous avons obtenu des preuves solides que la police et l'armée étaient derrière au moins 43 meurtres, avec des acteurs privés tels que des gardiens de sécurité et des tueurs à gages liés à 52 décès". Une section méthodologique traite des sources utilisées.

https://www.globalwitness.org/en-gb/campaigns/environmental-activists/defenders-earth/?utm_source=Supporter+Email+List&utm_campaign=d05d9a273d-Defenders+supporter+email+130717&utm_medium=email&utm_term=0_2246df3038-d05d9a273d-130032821

Dossiers médicaux. En utilisant les données du Bureau israélien pour la réhabilitation des personnes handicapées (ministère des Finances), les chercheurs ont examiné des informations médicales sur 152'622 survivants de l'Holocauste, à la fois ceux qui avaient reçu une indemnisation pour avoir subi des persécutions pendant la Seconde Guerre mondiale et ceux qui en ont été privés. On a constaté que les deux groupes avaient «une augmentation faible mais constante de développement du cancer» par rapport à la population en général, a rapporté *Cancer*. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/cncr.30783/full>

En utilisant les documents des «écrans génétiques sur des centaines de lignées cellulaires qui représentent plus de 20 types de cancer», des chercheurs du Broad Institute et Dana-Farber ont trouvé 769 gènes «dont dépendent les cellules cancéreuses pour se développer et survivre», a déclaré *STAT*. Ils ont ensuite créé un catalogue des «vulnérabilités» génétiques. <https://www.statnews.com/>

Deux médecins ont proposé dans *STAT* qu'il devrait y avoir des lignes directrices pour clarifier quand il est acceptable que les patients enregistrent par vidéo des «rencontres cliniques» et quand ce n'est pas le cas. Ils notent: «Dans l'éventualité où des litiges se produisent, un bilan précis des bons soins médicaux peut servir les médecins ainsi que les patients». <https://www.statnews.com/2017/07/10/record-doctors-office-patient-visit/>

Une mère célibataire aux Pays-Bas a donné naissance à des enfants en 1994 et 1995 par fécondation in vitro. En 2011, l'un des enfants voulait savoir qui était le père donneur, mais après avoir demandé aux «organisations qui auraient pu obtenir l'information» de la clinique utilisée par la mère, «les nouvelles qui sont revenues étaient inquiétantes: les fichiers étaient en désordre, les archives n'avaient pas été conservées correctement ». Ces enfants et un groupe d'autres enfants, tous nés des services de la même clinique, se sont tournés vers des tests d'ADN, a rapporté le *Guardian*. Ils ont également déposé plainte pour obtenir l'ADN du directeur non décédé de la clinique pour voir s'il avait engendré certains d'entre eux. L'avocat

représentant le groupe a déclaré: «L'existence de vastes bases de données d'ADN signifie qu'il devient de plus en plus facile de tracer un parent donneur - il n'est plus possible pour quiconque de dire que les donneurs ont le droit à l'anonymat».

https://www.theguardian.com/lifeandstyle/2017/jul/15/the-man-who-may-have-secretly-fathered-200-children?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=235168&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Confidentialité. Des entreprises en Suède et aux États-Unis ont implanté une micropuce sous la peau des employés qui l'ont accepté, a rapporté le *New York Times*. «Une fois que cela est fait, toute tâche impliquant la technologie RFID – rentrer dans l'immeuble et les bureaux, payer de la nourriture à la cafétéria - peut être accomplie avec un geste de la main». Les problèmes de confidentialité - que la technologie puisse suivre les emplacements des employés sans leur consentement ou leur connaissance - ainsi que s'il existe des risques pour la santé est inquiétant, de même que la conservation des données générées par l'utilisation des puces. <https://www.nytimes.com/2017/07/25/technology/microchips-wisconsin-company-employees.html>

Torture. L'organisation non gouvernementale Physicians for Human Rights (PHR) a publié un rapport intitulé "Nuremberg Trahison". En 2010, PHR a analysé "des milliers de pages de dossiers, de rapports et d'autres documents du gouvernement américain déclassifiés de la CIA, du ministère de la Défense, du ministère de la Justice, et d'autres agences américaines" et a conclu que le programme d'interrogatoire amélioré de l'Agence centrale de renseignement sur les prisonniers de guerre entre 2002 et (apparemment) 2008 constituait une torture. Maintenant, PHR a écrit: "L'analyse de nouvelles informations indique que le programme de torture de la CIA était lui-même un régime de recherche appliquée sur les détenus et implicitement conceptualisé comme tel par la CIA. Cela constitue l'une des violations les plus graves de l'éthique médicale par les professionnels de la santé des États-Unis puisque le Code de Nuremberg a été développé pour protéger les individus de l'expérimentation humaine non consensuelle suite aux atrocités médicales nazies pendant la Seconde Guerre mondiale". L'auteur principal a déclaré dans une interview: "Les documents que nous avons regardés montrent que la CIA a recueilli des données provenant de séances de torture, d'interactions cliniques et de manipulation des conditions de détention. Ces données ont été analysées et utilisées pour tirer des conclusions sur la conduite de la torture à l'avenir".

<http://physiciansforhumanrights.org/library/reports/nuremberg-betrayed-humanex.html> ; <http://physiciansforhumanrights.org/blog/the-cias-program-of-human.html>

Seconde Guerre mondiale. "Après une recherche de deux ans à travers les archives des États-Unis, des chercheurs de l'Université de Séoul ont découvert le film", à l'Administration nationale des archives des États-Unis, d'un groupe de "femmes de confort" dans la province chinoise de Yunnan en 1944. Le film a été réalisé après que les soldats chinois et américains ont forcé l'armée japonaise à sortir de la région. "Les chercheurs ont identifié les femmes comme coréennes en combinant leurs vêtements et leur apparence faciale à un ensemble de photos prises par un privé de la 164ème unité photographique de l'Armée de terre des États-Unis et redécouvert en 2000". *China Daily* a déclaré que le film était particulièrement important car, avant qu'il ne soit apparu, "les seules images visuelles [de femmes de confort] étaient des photos et des histoires racontées par les survivants." http://usa.chinadaily.com.cn/world/2017-07/12/content_30078629.htm

Les Archives nationales d'Australie ont donné aux Archives nationales du Japon 3300 boîtes d'archives (plus de 800 mètres) de documents de sociétés commerciales japonaises qui ont été saisis comme propriété ennemie par le gouvernement australien pendant la Seconde Guerre mondiale. Les archives, datant de 1899 à 1941, comprennent des «livres comptables, journaux, documents d'expédition et états financiers, ainsi que des documents personnels tels que des photographies». <http://www.naa.gov.au/about-us/media/media-releases/2017/10.aspx>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Bosnie / Serbie. Le Humanitarian Law Center (HLC), une organisation non gouvernementale à Belgrade, en Serbie, a publié un rapport indiquant qu'il a identifié 30 réfugiés bosniaques "qui ont traversé la frontière à la recherche d'un refuge en Yougoslavie après le génocide de juillet 1995 à Srebrenica, mais ont été remis aux forces serbes de Bosnie, qui ont tué au moins 15 d'entre eux", a déclaré *BIRN*. Un chercheur de HLC a déclaré: "Tout homme qui a été attrapé sur le territoire serbe a été remis à l'armée serbe de Bosnie, y compris ceux qui, selon les dossiers de la police, ont eu recours à l'automutilation pour éviter qu'ils ne

soient renvoyés". http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-delivered-srebrenica-refugees-to-mladic-report-07-13-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=d7adf1d4d0-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-d7adf1d4d0-319755321

Chypre / Grèce. Entre 1986 et 1988, la Grèce a mené une enquête sur le coup d'Etat de 1974 qui a renversé le président Makarios à Chypre. Le coup d'état a été soutenu par la junte militaire alors au pouvoir en Grèce. Actuellement, la Grèce a donné à Chypre une copie des dossiers de l'enquête, incluant les "témoignages de 86 témoins et les procès-verbaux de ses sessions" et "les documents de différents services", a déclaré *Cyprus Mail*. <http://cyprus-mail.com/2017/07/14/greek-coup-invasion-archives-delivered/>

Iran / États-Unis. En 2011, un tribunal de New York a statué que «l'Iran a fourni du matériel et un soutien direct à l'opération de terrorisme des terroristes du 11 septembre» et des documents de ce procès «ont révélé» que l'Iran avait un rôle «de première main» dans la perpétration des attentats du 11 septembre aux États-Unis. Le juge a imposé une amende à 10,5 milliards d'euros pour couvrir le droit des successions et payer les familles des personnes décédées lors des attaques. Actuellement, un jury a décidé que les États-Unis peuvent "confisquer un gratte-ciel à Manhattan" appartenant à une Fondation et une banque iraniennes, et le vendre "pour payer les familles des victimes du terrorisme liées au gouvernement iranien", a déclaré *Arab News*. Le juge a déclaré qu'après avoir obtenu «une grande quantité de preuves», elle était convaincue que la fondation «prenait les directives des fonctionnaires du gouvernement iranien». http://www.eurasiareview.com/05072017-us-court-rules-iran-to-pay-for-911-and-terrorism-oped/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Kosovo / Serbie. Le Humanitarian Law Center (HLC) a publié un rapport sur les «nombreuses infractions aux droits fondamentaux de l'homme qui ont eu lieu au cours de l'enquête» par les procureurs et tribunaux serbes contre les Albanais du Kosovo au cours de la seconde moitié des années 90. Le Centre a suivi les procès en 1998-2000 et lorsque il a commencé à rédiger le rapport, il avait déjà eu "dans ses archives 140 actes d'accusation déposés contre des Albanais du Kosovo en Serbie, 97 jugements de première instance, 40 recours, 40 arrêts en appel et quatre décisions de la Cour fédérale ". Lors de la préparation du rapport, le HLC a eu accès aux dossiers concernant les procédures contre les Kosovars de cinq cours supérieures et a numérisé tous les dossiers, soit plus de 10'000 pages d'archives judiciaires. <http://www.hlc-rdc.org/?p=34073&lang=de>

Liban / Syrie. Human Rights Watch (HRW) a appelé à une «enquête indépendante, approfondie et transparente» sur la mort de Syriens en détention de l'armée libanaise et « d'allégations de torture et de mauvais traitements en détention». Les hommes ont été capturés «suite à des raids de masse» dans la Région d'Arsal du nord-est du Liban; l'armée libanaise a déclaré que quatre Syriens étaient morts en détention provisoire, mais HRC "a reçu des rapports crédibles selon lesquels un cinquième détenu syrien était également décédé". HRW a examiné "les rapports médicaux des trois des personnes décédées" préparées par un médecin légiste à la demande du procureur général «qui a conclu qu'ils avaient eu des crises cardiaques et un accident vasculaire cérébral et que les corps ne montraient pas de preuve de violence». Cependant, HRW a «reçu» 28 photos de trois Syriens décédés prises dans un hôpital, tous morts en détention militaire libanaise; un médecin consulté par HRW a déclaré que les blessures présentées dans les photos étaient "compatibles avec les traumatismes infligés dans le cadre de torture physique". <https://www.hrw.org/news/2017/07/20/lebanon-deaths-alleged-torture-syrians-army-custody>

Guerre du Moyen-Orient. *Iran Front Page* a déclaré: «Le groupe terroriste de l'Etat islamique a brûlé les archives les plus grandes contenant ses documents secrets et des données connues sous le nom de « The Blue Archive of ISIS » à Tal Afar, près de la ville irakienne de Mosul au nord de l'Irak». (La couverture des dossiers était bleue.) La source a déclaré que "les archives comprenaient des documents contenant des informations secrètes sur les comptes du groupe terroriste ainsi que des mesures et des mesures judiciaires et de sécurité". <http://ifpnews.com/exclusive/isis-burn-secret-documents-data/>

The Times a rapporté que les membres du Special Air Service du Royaume-Uni «ont été accusés d'avoir caché les preuves qu'ils ont tué des civils afghans non armés de sang-froid et falsifié des rapports de mission». Les allégations ont été faites lors d'une enquête de la Police militaire royale. [https://www.thetimes.co.uk/edition/news/rogue-sas-unit-accused-of-executing-civilians-in-afghanistan-f2bqlc897?CMP=TNLEmail_118918_2014171&MN=02.07.17%20Best%20of%20ST%20Insight%20\(1\)](https://www.thetimes.co.uk/edition/news/rogue-sas-unit-accused-of-executing-civilians-in-afghanistan-f2bqlc897?CMP=TNLEmail_118918_2014171&MN=02.07.17%20Best%20of%20ST%20Insight%20(1))

Australia Broadcasting Company (ABC) a publié un article en sept parties basé sur «des centaines de pages de documents de la force de défense secrète qui ont fait l'objet d'une fuite à ABC, qui donnent un aperçu sans précédent des opérations clandestines des forces spéciales d'élite australiennes en Afghanistan, y compris des incidents de troupes tuant des hommes et des enfants non armés ». Il a noté que "certains des cas détaillés dans les documents sont sous enquête en tant que possibles meurtres illégaux".

<http://www.abc.net.au/news/2017-07-11/killings-of-unarmed-afghans-by-australian-special-forces/8466642>

Human Rights Watch a déclaré que "une division de l'armée irakienne formée par le gouvernement des États-Unis aurait exécuté plusieurs dizaines de prisonniers dans la vieille ville de Mossoul". La déclaration était accompagnée de photos, l'une d'un cadavre d'un prétendu combattant de l'Etat islamique (EI), les mains liées derrière le dos et une autre de plusieurs corps, également de prétendus combattants EI, qui ont été exécutés par des soldats irakiens identifiés comme étant de la 16e division de l'armée. HRW a appelé les États-Unis à «suspendre toute assistance et soutien à la 16e Division en attendant les résultats de l'enquête complète de l'Iraq sur les allégations et les poursuites appropriées».

<https://www.hrw.org/news/2017/07/27/iraq-us-trained-forces-linked-mosul-war-crimes>

Monténégro / Serbie. Le Réseau de déclaration de criminalité et de corruption (KRIK) et Radio Free Europe ont créé une base de données «Livre noir» sur 83 décès liés à la mafia en Serbie-et-Monténégro au cours des cinq dernières années. Ils ont constaté que moins de 5% (4) des décès qui semblaient être liés aux gangs ont été résolus. <https://www.krik.rs/en/only-four-gang-related-murders-solved-in-five-years/>

Myanmar / Thaïlande. Les ministres du travail de Myanmar et de Thaïlande ont convenu d' "octroyer des documents officiels aux travailleurs du Myanmar leur permettant de travailler légalement" en Thaïlande, a déclaré *Radio Free Asia*. "Parmi les 5 millions de citoyens du Myanmar qui travaillent en Thaïlande, environ 2,2 millions ont des documents appropriés", a déclaré le ministre du Travail du Myanmar.

<http://www.rfa.org/english/news/myanmar/myanmar-and-thailand-agree-to-issue-documents-to-migrant-laborers-07072017160955.html>

Corée du Sud / États-Unis. La Campagne des droits à l'adoption (ARC), une organisation non gouvernementale aux États-Unis, estime que 350'000 enfants de l'étranger ont été adoptés par des familles américaines depuis les années 1940, beaucoup de Corée du Sud après la fin de la guerre de Corée. ARC pense que jusqu'à 35'000 adultes adoptés aux États-Unis peuvent manquer de citoyenneté. Les États-Unis ont laissé aux «parents l'obligation d'assurer la citoyenneté à leurs enfants», a expliqué le *New York Times*, et certains parents «n'ont pas compris que leurs enfants ne devenaient pas automatiquement citoyens lorsque l'adoption était terminée». Depuis 2000, les enfants adoptés reçoivent légalement la citoyenneté automatique, mais les adoptés qui étaient déjà des adultes légaux en 2000 n'étaient pas couverts. "Cette omission a laissé les adoptés adultes avec des casiers judiciaires mais pas la citoyenneté, vulnérables à la déportation".

<https://www.bostonglobe.com/news/world/2017/07/02/deportation-death-sentence-adoptees-after-lifetime/nrmFf2K3iFKBDrm8zKgGnK/story.html>

Nouvelles nationales.

Afghanistan. Un rapport semestriel de la Mission d'assistance de l'ONU en Afghanistan (UNAMA) a déclaré que le nombre de civils tués et blessés au cours du premier semestre de 2017 a augmenté de 2% par rapport à la même période l'an dernier, qu'il y a eu une «augmentation du tribut des attaques suicides », et que 40 % des pertes civiles proviennent d'engins explosifs improvisés utilisés par des forces anti-gouvernementales. Parmi les civils tués, les pertes d'enfants ont augmenté de 1% et les pertes de femmes d'un horrible 23% par rapport à la même période l'an dernier. La MANUA a déclaré qu'elle «obtient des informations par des visites directes sur le site, un examen physique des objets et des preuves recueillis sur les lieux des incidents, des visites dans les hôpitaux et des établissements médicaux, des images fixes et vidéo, des« rapports des agences des Nations Unies », des informations recueillies par des organisations non gouvernementales et d'autres tiers", et des sources secondaires.

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21880&LangID=E>

Algérie. Le gouvernement a commencé une "répression" contre les Ahmadiyya, un groupe islamique minoritaire, rapporte *Rabwab Times*. Le ministre des Affaires religieuses a déclaré que «les forces de sécurité ont réussi à démanteler leur réseau parce qu'ils ont osé créer leur quartier général et annoncer leur

présence sans attendre les licences nécessaires et les documents qui prouvent leur existence et leurs affiliés». <https://themuslimtimes.info/2016/07/02/algeria-intensifies-controversial-crackdown-on-ahmadiyya-muslims/comment-page-1/>

Argentine. The *Associated Press* a rapporté que quatre anciens juges fédéraux en Argentine avaient été condamnés à perpétuité pour des crimes contre l'humanité commis lors de la dernière dictature du pays. "Les hommes ont été jugés pour avoir échoué à enquêter sur les pétitions *d'habeas corpus* déposées par des proches de dissidents qui ont disparu pendant la dictature 1976-1983".

<http://www.sfgate.com/news/crime/article/Argentina-sentences-4-judges-for-dictatorship-era-11439134.php>

Australie. Le Batchelor Institute's Centre for Australian Languages and Linguistics (CALL) et la Batchelor Library ont lancé un nouveau site Web avec du texte numérisé, de l'audio, de la vidéo et des livres électroniques sur les langues australiennes des Premières nations. «Le projet implique une vaste stratégie d'autorisation pour contacter les créateurs, les titulaires de droits d'auteur et les autorités culturelles et communautaires, pour savoir s'ils souhaitent que leurs travaux soient téléchargés sur le site».

https://www.batchelor.edu.au/portfolio/first-nations-digital-language-archive-launched/?utm_source=Newsletter&utm_campaign=eafd6b7395-Newsletter_July_2017&utm_medium=email&utm_term=0_84a7f06290-eafd6b7395-225732189

Bangladesh. Human Rights Watch a publié un rapport sur les détentions secrètes et les disparitions forcées au Bangladesh. Une organisation de défense des droits de l'homme basée à Dhaka, Odhikar, a signalé 48 disparitions au cours des cinq premiers mois de 2017 et, en avril, "la radio suédoise a rapporté une entrevue enregistrée secrètement avec un officier supérieur du Rapid Action Battalion (RAB), une unité antiterroriste de la police et de l'armée, qui a admis que la force arrête régulièrement les gens, les tue et dispose des corps". Le rapport HRW a commenté de la disparition de plus de 90 personnes en 2016 et 19 fin 2013. Après avoir interviewé plus de 100 personnes, HRW a constaté que dans «presque tous les cas de disparitions forcées», la police n'a pas permis aux familles de les déclarer en remplissant un formulaire - le plus simple était de signaler un crime ou un incident à la police - si la plainte contenait une allégation selon laquelle les autorités chargées de l'application de la loi étaient impliquées. "Pas d'archives, pas de crime.

<https://www.hrw.org/report/2017/07/06/we-dont-have-him/secret-detentions-and-enforced-disappearances-bangladesh>

Bosnie. Un homme de Srebrenica, nommé Velid Delic, a enregistré des vidéos dans la ville pendant les années de guerre et envoyait les messages enregistrés «à l'étranger via des membres de la FORPRONU [la force de l'ONU établie là-bas], dont la mission a pris fin», a écrit *BIRN*. Delic est mort dans le génocide de Srebrenica et ses restes n'ont jamais été retrouvés, mais les vidéos continuent à être diffusées, certaines montrant les derniers jours de personnes qui n'ont jamais été revues. L'article n'a pas fourni d'informations sur qui a la garde de ces bandes uniques et précieuses.

http://www.balkaninsight.com/en/article/video-messages-from-the-dead-of-srebrenica-07-07-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=cd1fad6b6c6-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-cd1fad6b6c6-319755321

Brésil. La *Fondation Thomson Reuters* a rapporté que la violence augmente en Amazonie rurale "au milieu du désordre bureaucratique sur les titres fonciers". Les terres au Brésil doivent être enregistrées par des cartórios, des agents privés d'enregistrement foncier. Les cartórios "maintiennent les enregistrements de propriété et les actes de transfert dans des régions spécifiques. Il n'existe pas de système unique et centralisé pour vérifier qui possède quoi sur l'ensemble du territoire; «les propriétaires fonciers riches» abusent largement de ce système confus», et peuvent« soudoyer des cartórios pour enregistrer les terres de quelqu'un d'autre ». <http://news.trust.org/item/20170706130235-xzkye/>

Cameroun. "En utilisant des dizaines de témoignages, corroboré par l'imagerie satellitaire, les preuves photographiques et vidéos", Amnesty International a publié le rapport, "Les chambres de torture secrètes du Cameroun: violations des droits de l'homme et crimes de guerre dans la lutte contre Boko Haram". Il "documente 101 cas de secret de détention et de torture entre 2013 et 2017, dans plus de 20 sites différents". L'écrasante «majorité des victimes ont été torturées dans deux sites de détention non officiels»: le siège du Battalion d'intervention rapide à Salak et une installation dans la capitale, Yaoundé. "En utilisant la modélisation architecturale, les descriptions d'anciens détenus, des vidéos, des images satellites et des photos, une équipe de spécialistes du Forensic Architecture a créé une reconstitution en 3D du site à Salak et une école à Fotokol convertie en base militaire".

<https://www.amnestyusa.org/reports/camerouns-secret-torture/>

Canada. Le British Medical Medical Services Plan a émis la première carte d'identité officielle d'un bébé qui ne mentionne pas son sexe. La carte déclare simplement «Sex: U». Selon la *BBC*, les autorités canadiennes ont refusé de délivrer le certificat de naissance sans désignation de genre, de sorte que les parents ont demandé une révision judiciaire de l'affaire ».

<http://www.bbc.com/news/world-us-canada-40480386>

Colombie. La mission de l'ONU en Colombie a exhorté le gouvernement à libérer les membres du groupe rebelle des FARC qui sont encore détenus dans les prisons colombiennes, a rapporté *Telesur*. Les FARC ont livré à l'ONU "7'132 armes le mois dernier pour mettre fin à des décennies de conflit armé", mais l'ONU "doit toujours délivrer tous les certificats aux anciens rebelles, rendant leur livraison d'armes officielle".

http://www.telesurtv.net/english/news/UN-Asks-Colombia-to-Urgently-Release-FARC-Political-Prisoners-20170714-0009.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8

La Fondation pour la paix et la réconciliation, une organisation non gouvernementale qui surveille les conflits armés, a déclaré qu'un "leader socialiste était tué tous les quatre jours".

<https://colombiareports.com/social-leader-killed-every-4-days-colombia-report/>

Un recensement des combattants des FARC a listé 10'015 membres des FARC. La majorité vient de milieux ruraux, près d'un quart sont des femmes, 54% ont des enfants, 90% sont alphabétisés, mais un peu plus de la moitié n'ont qu'une éducation primaire.

<http://www.insightcrime.org/news-briefs/first-farc-census-highlight-challenges-ahead-colombia>

République Démocratique du Congo. Global Witness (GW) a publié un rapport, «Regime Cash Machine», montrant «combien d'énormes quantités d'argent manquent au Congo en raison de la corruption et d'un système fiscal inefficace». GW a interviewé plus de 85 personnes dans le secteur minier industriel du Congo et utilisé les données minières de la Division des Mines dans l'ancienne province du Katanga, la Banque centrale et les statistiques du ministère des Finances, les rapports du ministère des Mines, les comptes de Gecamines [société d'exploitation minière du Congo], les contrats divulgués et la documentation fiscale, mais a constaté «qu'une grande partie de ces données concernant le secteur de l'exploitation minière était incomplet ou incohérent ». GW a déclaré que les données de l'Initiative sur la transparence des industries extractives étaient les plus fiables, ce qui montre que « plus de 750 millions de dollars de revenus du secteur minier qui coulaient dans les agences fiscales nationales et les sociétés minières publiques entre 2013 et 2015 n'atteint pas le trésor national". GW a commenté l'ironie cruelle du fait que « le Congo est le principal producteur de cuivre d'Afrique et le plus grand fournisseur du monde de cobalt, qui est utilisé dans les batteries au lithium-ion qui alimentent les voitures électriques. En même temps, c'est l'un des pays les plus pauvres du monde ».

<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/democratic-republic-congo/regime-cash-machine/>

International Crisis Group (ICG), une organisation non gouvernementale basée à Bruxelles, a envoyé une lettre ouverte au Secrétaire général de l'ONU, exprimant sa vive inquiétude face à la crise profonde dans le pays. ICG a exhorté l'ONU à recentrer le rôle de la Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) "sur la dissuasion et la documentation de la violence". Il a suggéré que la première priorité devrait être "renforcer le déploiement de la mission à travers le pays d'équipes mobiles intégrées" qui "peuvent décourager, le mieux possible, et documenter la violence et les violations des droits de l'homme, dont les cas de violence sexuelle et sexiste".

<https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo/open-letter-un-secretary-general-peacekeeping-drc>

Reuters a signalé qu'un tribunal a condamné sept soldats pour le meurtre de membres suspects appartenant à la milice. "Une vidéo du massacre a montré que des soldats ont tué des personnes, certaines d'entre elles de jeunes femmes, à bout portant, et ont provoqué une condamnation internationale quand elle est apparue en février." Pour le contexte, voir *HRWG News* 2017-02 et 03.

<https://www.voanews.com/a/congo-court-convicts-soldiers-for-massacre-in-disputed-kasai-region-/3931653.html>

Égypte. Bien que TITAN Cement affirme que sa filiale d'APCC en Égypte «a une archive environnementale stellaire» et que «aucune violation de l'environnement n'a été enregistrée contre elle» ; les résidents d'une ville voisine ont affiché une vidéo sur Facebook montrant «des émissions très importantes provenant d'une cheminée» de l'usine adjacente à leurs maisons. Un résident a déclaré à

L'Initiative égyptienne pour les droits personnels qu'il s'agissait «d'une dizaine et d'une centaine de vidéos que nous avons prises, et ce ne sera pas la dernière. On nous demande de croire les archives et de douter de leurs propres yeux?

<https://eipr.org/en/press/2017/05/video-wadi-al-qamar-residents-capture-emissions-titan%E2%80%99s-alexandria-portland-cement-and>

Le Salvador. Le Procureur spécial pour les droits de l'homme a publié son rapport de 2016 intitulé «Citant plus de 800 cas de violations des droits de l'homme impliquant la police et l'armée» et 22 cas d'exécutions extrajudiciaires soupçonnées. <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

France. Les ministres de la justice et de la culture ont décidé d'ouvrir à la recherche les archives concernant la poursuite de Klaus Barbie, le chef de la Gestapo dans la région lyonnaise pendant l'occupation allemande de la Seconde Guerre mondiale en France. Les archives nationales, les archives du département du Rhône et les archives de la ville de Lyon ont conservé les documents.

<http://www.presse.justice.gouv.fr/archives-communiques-10095/ouverture-des-archives-du-proces-de-klaus-barbie-30675.html>

Allemagne. Au cours de la guerre froide, les agents de l'Allemagne de l'Est se sont activement engagés dans l'espionnage économique. Après avoir analysé 151'627 "dépêches sur les secrets scientifiques recueillis par des milliers d'espions entre 1970 et 1988" dans les archives de l'ancien ministère d'Etat de l'Allemagne de l'Est (Stasi), deux chercheurs ont conclu: "Le vol peut stimuler la productivité économique à court terme, mais il cannibalise l'investissement à long terme dans la recherche et le développement". *Science* a rapporté que les chercheurs ont utilisé des données sur les demandes de brevet, signes "de mandat important pour la recherche et le développement".

http://www.sciencemag.org/news/2017/07/cold-war-espionage-paid-until-it-backfired-east-german-spy-records-reveal?utm_campaign=news_daily_2017-07-31&et rid=206152460&et cid=1468967

À la fin du mois de juin, le *New York Times* a signalé que le ministère de l'Intérieur a publié une liste de "596 mandats d'arrestation exceptionnels pour 462 délinquants de droite, montrant une forte poussée d'extrémisme de droite depuis que l'Allemagne a accepté près d'un million de migrants et de réfugiés en 2015". Une porte-parole de l'Union policière allemande a souligné que c'est moins de 1% du montant total des mandats, tandis qu'une porte-parole du ministère de l'Intérieur a déclaré que le nombre de mandats exceptionnels pour les extrémistes de droite "avait augmenté pour diverses raisons, aussi parce que la police d'Etat a documenté de plus près les tendances politiques de tous les contrevenants depuis 2014".

<http://news2read.com/world/Germany-Encounters-Surge-in-Crime-by-the-Far-Right/1023352>

Inde. Le directeur des Archives de Jammu et du Cachemire a déclaré à *Kashmir Reader* que «cela fait 30 ans que le gouvernement de Jammu et Kashmir n'a plus archivé un seul document du gouvernement, à part les ordres de transfert». <http://kashmirreader.com/2017/07/27/last-time-jk-govt-archived-records-not-since-1985/>

L'ancien directeur des archives régionales du nord d'Andhra a déclaré au *Times of India*: "Le bâtiment s'effondre et toutes les archives sont en péril. Si ces enregistrements fonciers sont effacés, les voleurs de terrain pourront facilement falsifier les documents pour arracher des terres. "

<http://timesofindia.indiatimes.com/city/visakhapatnam/regional-archives-office-lies-in-disrepair/articleshow/59600958.cms>

"Les Archives nationales de l'Inde ont reçu 304 dossiers déclassifiés ou des fichiers relatifs à Subhas Chandra Bose" de quatre ministères, a rapporté *The Economic Times*. Pour le contexte, voir *HRWG News* 2016-04. <http://economictimes.indiatimes.com/news/politics-and-nation/government-sent-304-declassified-files-on-subhas-chandra-bose-to-archives-culture-minister-mahesh-sharma/articleshow/59742459.cms>

Mexique. Avec plus de 30'000 personnes disparues, la plupart depuis 2006, les familles cherchent dans le pays des tombes cachées. *Science* a rapporté un projet commun d'une organisation des droits de l'homme en Californie et une autre à Mexico qui ont analysé les données «des municipalités où des tombes cachées ont été signalées dans les médias de 2013 à 2016». En utilisant des probabilités statistiques basées sur 35 variables géographiques et socioéconomiques, ils ont identifié 45 municipalités ayant une chance de 70% ou plus d'avoir des tombes non déclarées, en plus des 43 municipalités où des tombes cachées ont été publiées en 2016. <http://www.sciencemag.org/news/2017/06/mapping-mexico-s-hidden-graves?et rid=35381270&et cid=1414764>

Triste répétition de mai, les statistiques du gouvernement ont montré "plus d'homicides enregistrés en juin qu'en aucun mois depuis deux décennies", a déclaré *Los Angeles Times*. Si le modèle se poursuit, le pays "enregistrera plus de meurtres en 2017 que n'importe quelle année depuis que le gouvernement a commencé à publier des données sur la criminalité en 1997".

<http://www.latimes.com/world/mexico-americas/la-fg-mexico-murders-20170721-story.html#nws=mcnewsletter>

Nouvelle-Zélande. Après que le vice-premier ministre «a reconnu pour la première fois que les abus dans les systèmes de soins de l'État avaient été systémiques», le Premier ministre a annoncé qu'il «n'a pas exclu une enquête sur les abus étatiques historiques». L'accès aux dossiers des établissements de soins de l'État sera crucial pour une enquête. <http://www.scoop.co.nz/stories/PO1707/S00158/truth-and-reconciliation-for-state-abuse-survivors.htm>

Paraguay. Une copie numérisée des fonds de l'Archive de la Terreur - documents de police datant de la dictature d'Alfredo Stroessner (1954-1989) - a été transférée aux Archives nationales. Les dossiers des archives de la Terreur ont été utilisés en juillet pour soutenir les accusations contre dix anciens responsables de la sécurité pour la torture présumée d'un adversaire arrêté pendant la dictature, a rapporté *Telesur*. <http://www.telesurtv.net/news/Disponibles-archivos-de-la-dictadura-de-Stroessner-en-Paraguay-20170629-0077.html>

Russie. "Deux nouvelles études, l'une par l'Institut de sociologie de Moscou et une seconde par l'organisation Romir, montrent que les Russes connaissent très peu leurs ancêtres au-delà de deux générations", a écrit un commentateur dans *Eurasia Review*. "Le sondage Romir, mené en juin, a révélé que peu de Russes peuvent nommer tous les membres de leur famille datant de trois générations, que les deux tiers des ménages russes n'ont pas d'archives familiales et que, malgré un récent intérêt pour le passé, le nombre de Russes se concentrant sur l'histoire de leur famille reste faible".

http://www.eurasiareview.com/13072017-russians-seldom-know-much-about-their-ancestors-before-their-grandparents-generation-oped/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Sri Lanka. Le président a signé la loi créant un Bureau des personnes disparues. Les archives seront essentielles à son succès. <http://www.dailymirror.lk/article/President-signs-Office-of-Missing-Persons-Act-133187.html>

Suède. Le gouvernement a embauché un entrepreneur (qui a sous-traité) pour déplacer le registre des permis de conduire du pays dans le cloud. Cependant, le gouvernement a donné aux entrepreneurs «l'ensemble de données complètes de l'Autorité des transports», qui comprenait non seulement les détails des conducteurs, mais aussi les informations sur le personnel militaire, les capacités de poids des routes et des ponts, et si un véhicule est blindé, a déclaré *itnews*. Le gouvernement a ensuite aggravé le problème en envoyant aux entrepreneurs des «courriels textuels clairs» qui «ont énuméré les détails complets des personnes» dont les informations devaient être supprimées selon le gouvernement.

<https://www.itnews.com.au/news/sweden-exposed-sensitive-data-on-citizens-military-personnel-469046>

Turquie. L'Institut sur l'apatridie et l'inclusion, une organisation non gouvernementale basée aux Pays-Bas, a rapporté qu'en janvier, le gouvernement a publié un décret intitulé «Etablissement des procédures pour la privation arbitraire de la nationalité pour les citoyens turcs vivant en dehors de la Turquie». Les citoyens turcs résidant à l'étranger subissent une «annulation et confiscation des passeports, le refus de prolonger la validité des passeports et le refus de fournir des cartes d'identité ou des passeports à des enfants turcs nés à l'étranger". http://www.institutesi.org/news/Policy-brief-Turkey-arbitrary-deprivation-of-nationality_2017.php

Le Groupe International Crisis a analysé les données open source et a constaté que la violence en cours entre la Turquie et le Parti ouvrier du Kurdistan a tué près de 3000 personnes depuis l'effondrement du cessez-le-feu en juillet 2015.

<https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkey/turkeys-pkk-conflict-kills-almost-3000-two-years>

Royaume-Uni. "Un organisme du Service national de santé a enfreint les lois sur la protection des données lorsqu'il a donné au groupe d'intelligence artificielle de Google, DeepMind, l'accès aux dossiers médicaux personnels de 1,6 million de patients britanniques, a déclaré le responsable de la protection des données, dans *Financial Times*. <https://business-humanrights.org/en/uk-commission-finds-natl-health-service-trust-broke-data-protection-laws-in-trials-with-google-deepmind>

"Le chef de l'état-major du Yorkshire a déclaré que sa force contrôlerait la façon dont ses archives sur la grève des mineurs de 1984/5 sont diffusées au public parce qu'il ne veut pas "simplement vider n'importe quoi dans la rue et laisser les gens choisir", le *Yorkshire Post* a rapporté. Les dossiers relatifs à la grève incluent des informations sur la "célèbre Bataille de Orgreave de 1984". Pour le contexte, voir *HRWG News* 2017.

<http://www.yorkshirepost.co.uk/news/crime/i-won-t-just-empty-our-orgreave-archive-onto-the-street-says-south-yorkshire-police-chief-1-8663274>

États Unis. Le Groupe de travail sur l'environnement (EWG), une organisation non gouvernementale, "a recueilli des données auprès des agences de l'Etat et de l'EPA [Environmental Protection Agency] pour les tests d'eau potable effectués de 2010 à 2015 par 48'712 services d'eau dans 50 Etats". Ils ont testé 500 contaminants différents et en ont trouvé 267. Le groupe a mis sa base de données en ligne pour permettre aux personnes d'entrer leur code postal et savoir quels contaminants se trouvent dans l'eau où ils vivent, en écrivant, "EWG croit que les Américains ont le droit absolu de connaître l'histoire complète de l'eau qu'ils boivent." <https://www.ewg.org/tapwater/state-of-american-drinking-water.php#.WYzJXb5zW1g>

La Commission consultative présidentielle de la Trump Administration sur l'intégrité électorale a demandé à tous les États de lui donner leurs «données publiées sur le marché électoral», y compris les noms, les adresses, les dates de naissance, les enregistrements de parti, les numéros partiels de sécurité sociale et les votes, le service militaire, les crimes et les séjours à l'étranger, entre autres données", a déclaré le *Washington Post*. La majorité des États résistent et un certain nombre d'organisations non gouvernementales ont intenté des poursuites pour bloquer le transfert des dossiers, craignant que les futures utilisations d'une base de données consolidée massive d'informations sur les électeurs

https://www.washingtonpost.com/local/public-safety/federal-judge-allows-trump-commissions-nationwide-voter-data-request-to-go-forward/2017/07/24/83fa89c6-635d-11e7-84a1-a26b75ad39fe_story.html?tid=a_inl&utm_term=.dc5a9ce7a451

Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a rencontré des représentants des États-Unis dans le cadre d'un examen formel conformément aux règles de la Convention relative aux droits de l'enfant. Comme l'a signalé le blog «Human Rights at Home» à la fin du mois de juin, «le Comité a réitéré ses inquiétudes quant au manque de progrès dans l'établissement d'un système national efficace de collecte de données sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants ».

http://lawprofessors.typepad.com/human_rights/2017/06/crc-committee-releases-recommendations-on-us-response-to-child-trafficking.html

Les Centres de prévention et de contrôle des maladies ont publié un rapport sur les «Différences raciales et ethniques dans les homicides des femmes adultes et le rôle de la violence conjugale» aux États-Unis entre 2003 et 2014. Les chercheurs ont utilisé les données sur les homicides du National Violent Death Report System qui relie trois sources de données (certificats de décès, rapports de coroner / médecin légiste et rapports d'application de la loi) et des estimations de la population du Centre national de statistiques sur la santé. "L'homicide est l'une des principales causes de décès chez les femmes de moins de 45 ans". Plus de la moitié des homicides féminins "pour lesquels les circonstances étaient connues étaient liées à la violence conjugale", avec plus de 90% de ces femmes tuées par leur partenaire intime actuel ou ancien. "Par race / origine ethnique, les femmes noires non hispaniques avaient le taux le plus élevé de décès par homicide".

https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/66/wr/mm6628a1.htm?s_cid=mm6628a1_w

Parce que "même les plus grandes enquêtes sur la santé ne disposent généralement pas d'un échantillon adéquat de NHPI (Native Hawaiian and Pacific Islander) pour calculer des statistiques fiables, les chercheurs du National Center for Health Statistics ont utilisé les données de l'Enquête nationale sur la santé des Indiens autochtones et des îles du Pacifique et l'Enquête nationale sur la santé de 2014 pour examiner les conditions de santé de ces insulaires. Ils ont constaté des différences de santé suivant les races, dont 59,3% des «personnes NHPI d'une seule race » ayant une «excellente ou très bonne santé» par rapport aux personnes NHPI à race multiple (62,7%), de race blanche (68,8%) et de race asiatique (68,0%).

<https://www.cdc.gov/nchs/pressroom/default.htm>

ProPublica a publié une importante enquête sur le traitement par le Département de la Défense des munitions et des déchets de munitions. «Les enregistrements fédéraux identifient près de 200 sites qui ont été ou sont encore utilisés pour brûler des explosifs dangereux à travers le pays», et les émissions toxiques créent des «risques potentiellement inacceptables pour la santé et l'environnement ». *ProPublica* a utilisé

les archives de l'Agence de protection de l'environnement et du ministère de la Défense, «recueillant des dizaines de milliers de pages de documents» et ont mené plus de 100 entretiens.

https://www.propublica.org/article/military-pollution-open-burns-radford-virginia?utm_campaign=sprout&utm_medium=social&utm_source=twitter&utm_content=1500531524

Les vétérans Laotiens qui se sont battus avec les forces américaines pendant la guerre du Vietnam font pression sur les États-Unis pour qu'ils reconnaissent officiellement leurs services et permettent leur enterrement avec les honneurs militaires dans un cimetière national américains, mais ils sont "bloqués par le refus du gouvernement fédéral de remettre des documents classifiés sur son armée, ou même reconnaître qu'ils existent", a rapporté le *Minneapolis Star Tribune*. Un ancien employé de l'Agence centrale de renseignements qui a servi au Laos pendant la guerre pense que "les fiches qu'il a créées sur le terrain incluant une photo et le nom de chaque soldat laotien qui a reçu un salaire de base" ont été brûlées.

<http://www.startribune.com/minnesota-veterans-of-the-cia-s-secret-war-seek-an-honorable-burial/434692633/>

Bourses, publications.

Le Fonds Prince Claus, grâce à son programme d'intervention en cas d'urgence culturelle (CER), et la Fondation Whiting ont uni leurs forces pour offrir une assistance aux projets en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes dans des situations d'urgence. «CER fournit les «premiers secours» au patrimoine culturel endommagé ou détruit par des catastrophes naturelles ou artificielles, il fonctionne aussi comme « ambulance » en cas de besoin urgent». Pour plus d'informations, voir:

<http://www.princeclausfund.org/en/programmes/cultural-emergency-response>

Le 23e rapport annuel du Réseau des historiens concernés est maintenant disponible en version pdf à l'adresse suivante: <http://www.concernedhistorians.org/content/ar.html> "Il contient 145 pages de nouvelles sur le domaine où l'histoire et les droits de l'homme se croisent, en particulier sur la censure de l'histoire et la persécution des historiens, des archivistes et des archéologues du monde entier, comme l'ont signalé divers organismes des droits de l'homme et d'autres sources. Il couvre principalement les événements et les développements de 2016 et 2017. "

Lecture conseillée. Le projet Syrian Justice and Accountability a publié une discussion utile intitulée «L'importance de protéger les fosses communes en Syrie».

<https://webmail.networksolutionsemail.com/appsuite/#!/&app=io.ox/mail/detail&folder=default0/INBOX&id=6438594329656174471>

Le Centre international pour la justice transitionnelle a publié «Le lieu de la réconciliation en justice transitionnelle». <https://www.ictj.org/publication/reconciliation-transitional-justice>

Le «Bulletin» du Centre de droit humanitaire comprenait un article «Anonymisation des souffrances des victimes». <http://www.hlc-rdc.org/?lang=de>

The Atlantic a publié une interview avec un archéologue sur le travail de conservation en Irak.

<https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/07/who-gets-to-own-iraqs-religious-heritage/533598/>

Thomson Reuters Foundation a offert un regard inquiétant sur les dangers de l'exploitation du sable en Inde. <http://news.trust.org/shorthand/drowning-for-sand/>

Merci de partager avec nous! trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour s'abonner à la Lettre d'information, ica-l-request@mailman.srv.ualberta.ca

Les précédents numéros sont disponibles en ligne à l'adresse suivante

<http://www.ica.org/en/hrwg-newsletters>

(Traduction française : Cristina Bianchi)